

ARRAS 2025 - Conférence : France/États-Unis, comment reprendre notre indépendance ?

83 min · Les Patriotes

Bonjour, bienvenue. Bienvenue dans cette table ronde qui sera consacrée aux relations franco-américaines plus exactement axées sous le angle de notre indépendance nationale. Sans plus tarder, je vous prie d'accueillir nos intervenants de cet après-midi. Madame Caroline Galaperos, merci d'être là. Alors notre second intervenant de cet après-midi sera monsieur Jacques Cheminade et enfin notre dernier intervenant, monsieur Eric Branca. Alors chers amis, pour vous le savez, depuis la libération, la France lie sous l'ombre d'un ami encombrant, les États-Unis d'Amérique, qui se sont très rapidement imposés après la guerre comme le véritable leader du monde occidental. Leur modèle culturel, économique, militaire a passionné nos élites, nos institutions, nos choix politiques. De sorte qu'aujourd'hui tout semble passer sous le filtre de Washington. Fini, la France-Monde, chers générales de Boll, bienvenue dans la France-Europe avec à sa tête la fameuse Ursula von der Leyen. Ursula von der Leyen qui avait donc promis d'imposer les intérêts européens face aux États-Unis de Trump et qui a fini par signer les accords de juillet que l'on connaît avec une augmentation du prix des douanes de 15 % de manière totalement unilatérale du jamais vu. Sur certains aspects, notamment en géopolitique, notre alignement ces dernières décennies semble également avoir rendu nos élites plus royalistes que le roi. Car là où les États-Unis semblent être capables de changer leur fusil d'épaule et tentent aujourd'hui de mettre fin à cette nouvelle guerre froide que nous menions conjointement avec les États-Unis contre la Russie, la France de Macron, elle, persiste et signe. Coalition des volontaires, construction de l'Europe de la défense, jusqu'à envisager aujourd'hui de mettre notre dissuasion nucléaire à la disposition des autres pays européens. Alors comment en sommes-nous arrivés là ? Quels sont les outils de notre domination et comment reprendre notre indépendance ? Aujourd'hui pour en parler avec nous, madame Caroline Galacteros. Caroline, vous êtes géopolitologue française, docteur en sciences politiques et ancien colonel de réserve des armées françaises. Vous avez travaillé au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale et vous dirigez aujourd'hui le cabinet de conseil Planeting ainsi que le think tank GéoPragma créé en 2018 et consacré à une approche réaliste de la géopolitique. En janvier 2024, vous avez lancé votre chaîne YouTube P et Guerre. Je vous invite d'ailleurs tous à suivre cette chaîne qui fait entrever plus de 130 000 abonnés. Vous avez intérêt sinon

je ne parle pas.

Et vous êtes également l'auteur de plusieurs ouvrages alors Manières du monde, manières de guerre de 2013, guerre technologie et société de 2014 et Vers un nouveau Yalta de 2019. Et vous êtes reconnus pour vos analyses critiques de l'alignement atlantiste de la France et vous plaidez pour une refondation d'une diplomatie souveraine et indépendante. Notre second intervenant, on ne vous présente plus chez les patriotes mais je vais quand même le faire aujourd'hui, Monsieur Jacques Cheminade, vous êtes donc économiste et homme politique français. Vous êtes connu pour vos analyses économiques visionnaires et votre engagement en faveur de réformes radicales du système financier international. Vous avez été trois fois candidat à l'élection présidentielle en 1995, 2012 et 2017 et vous avez été l'un des premiers à alerter dès 1995 sur les dangers d'une crise financière mondiale. Vous êtes également l'auteur de plusieurs ouvrages, votre dernier ouvrage, Répondre aux cris du peuple, qui paraîtra en librairie le 15 octobre est déjà disponible ici aux Assises de la souveraineté et vous pourrez vous le procurer après si vous le souhaitez. Notre dernier intervenant, Monsieur Eric Branca. Alors Eric Branca, vous êtes historien et journaliste, spécialiste du

gaullisme, vous êtes ancien directeur de la rédaction de Valeurs actuelles et vous avez publié une vingtaine d'ouvrages dont plusieurs bestsellers chez Perrin comme De Gaulle et les grands en 2020 qui a reçu le prix Michel en frôle, le roman des damnés en 2021, l'aigle et le léopard de 2023 qui a reçu le prix de l'académie des sciences morales et politiques, la république des imposteurs en 2024, 300 jours 13 juillet 1944, 8 mai 45, 10 mois pour en finir avec Hitler, qui est aussi votre dernier livre il me semble. Vous êtes également l'auteur du célèbre livre, que vous devez certainement tous connaître dans cette salle, la Bible, L'Ami américain. Donc cet ouvrage, salué notamment par la critique par le Figaro magazine, Le Point et le journal Omerta révèlent comment dès l'après-guerre, les États-Unis ont cherché à encadrer et à contenir l'indépendance française en menant une véritable guerre au général De Gaulle. Alors sans plus tarder, je vous passe la parole, Monsieur Eric Branca, pouvez-vous nous retracer les mécanismes qui ont conduit à notre dépendance vis-à-vis des États-Unis

? Alors comme aurait dit quelqu'un de célèbre, vaste programme. Et comme je n'ai que 20 minutes, je vais essayer d'être synthétique. Et je vais commencer par l'actualité, parce qu'il y a des images qui résument tout, qui ramassent l'histoire. Et on en a eu deux tout à fait extraordinaires en cette fin d'été. D'abord la convocation par le président américain des dirigeants européens, plus Madame von der Leyen. Et puis un mois avant, la conclusion de l'accord commercial entre les États-Unis et l'Union européenne avec à la clé de cet accord, deux communiqués absolument hallucinants. Celui de Donald Trump d'abord, celui de Donald Trump qui se félicite de ce qui s'est conclu. Il a raison de s'en féliciter car il dit c'est une victoire unique en temps de paix. C'est tout à fait incroyable. Vous pouvez aller sur le site de la présidence américaine et vous avez le communiqué de victoire où il explique ce que vous avez dit effectivement sur les droits de douane, 15 % unilatéraux, sur le fait que l'Europe allait investir massivement aux États-Unis, qu'elle allait acheter du gaz de schiste, etc. Et il dit aucun président qui m'ait précédé n'a réussi une chose pareille. Il s'en félicite et il a raison de son point de vue. Et le communiqué d'Ursula von der Leyen que je vais vous lire, enfin je vais vous lire un extrait parce qu'il est assez long et ce communiqué a une histoire. C'est que je l'ai trouvé le 28 juillet sur le site de l'Union européenne. Et que ce matin, pas plus tard que ce matin, il n'existait plus. Erreur 404. Que dit ce communiqué ? C'est absolument stupéfiant. Alors je ne vais pas tout vous lire. Elle explique donc en réponse à ce qu'a dit Trump les achats de produits énergétiques américains diversifieront nos sources d'approvisionnement et contribueront à la sécurité énergétique de l'Europe. Nous remplacerons le gaz et le pétrole russe par d'importants achats de GNL elle ne dit pas que c'est quatre fois plus cher de pétrole et de combustible nucléaire américain. Alors on ignorait que l'Europe manquait de combustible nucléaire. Et alors surtout la chute, et j'arrête là, les puces d'IA américaines permettront d'alimenter nos usines d'IA et aideront les États-Unis à maintenir leur avance technologique. Et aideront les États-Unis à maintenir leur avance technologique. C'est sans précédent. Il y a un précédent à ce traité qui est un traité inégal. Il y a ce qu'on a appelé les traités inégaux entre la Chine et les puissances occidentales. Les anglais en particulier entre 1840 et 1860. Vous savez les anglais avaient fait la guerre à la Chine pour qu'elle ouvre ses frontières et pour qu'elle accepte le... qui était produit au Bengal par elle. Et les Chinois ont résisté, ils ont résisté tant et si bien qu'au bout de 20 ans ils ont été obligés de s'aider, mais ils se sont pas félicités d'avoir cédé. Ils ont perdu beaucoup d'hommes pendant ces guerres, ils ne se sont pas dit qu'en consommant la drogue vendue par les Anglais, ils allaient aider à la puissance britannique. Donc ça, voilà, c'est tout à fait sans précédent. Je m'arrête là pour l'actualité, mais ce que je voulais montrer, c'est qu'en fait nous sommes à l'aboutissement d'un processus qui a commencé dès 1945, dès la jeunesse de l'Europe intégrée et que l'histoire de l'Europe intégrée, telle que nous la subissons, telle que nous subissons les conséquences aujourd'hui, est inséparable de la domination américaine. Il faut lire et relire les mémoires de Jean Monnet. C'est une mine. Et dans les mémoires de Jean Monnet, on a très clairement la matrice de tout ce qui se passe aujourd'hui, à savoir, un, que les souverainetés nationales doivent être débranchées. Il l'a écrit dans une note célèbre à Roosevelt en mai 1943,

puisque 'il était le conseiller de Roosevelt, n'est -ce pas, un grand patriote. Et tout ça commence à se réaliser sous la Quatrième République avec deux tentatives. L 'une réussit, l 'autre échoue. La première, c'est la CECA, la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, dont vous apprenez quand vous lisez les mémoires de Monnet, mais aussi les papiers de Schumann, telles qu'ils ont été publiés au début de l'année 60, que tout a été conçu au terme d'un aller-retour incessant entre le département d'État et le ministère des Affaires étrangères, le ministère des Affaires étrangères, qui était occupé plus souvent qu'à son tour par Schumann, alors que les présidents du conseil allaient, venaient, n'avaient pas grande importance, mais le ministère des Affaires étrangères était tenu par les mêmes, qui étaient les hommes de Monnet. Et donc Schumann se vante dans ses papiers politiques, qui sont publiés post mortem en 64. Il dit tout ça n'aurait pas eu lieu sans l'aide du département d'État. C'est tout à fait stupéfiant. Et puis, la deuxième tentative qui, elle, va rater et va mettre un coup d'arrêt, malheureusement provisoire, à cette construction européenne téléguidée par les États-Unis, c'est la communauté européenne de défense, la CED, qui est présentée en 52, qui échoue en 54, au terme d'une sorte de miracle politique, parce qu'elle n'aurait pas dû échouer. Simplement, il y a eu des fuites. Il y a eu des fuites et il y a eu l'action très efficace de gens qu'on appellerait aujourd'hui des lanceurs d'alerte, qui étaient des fonctionnaires honnêtes du ministère des Affaires étrangères, etc., et qui, aidés par le journal Le Monde, comme le temps passe, on ne voit pas le monde refaire cela aujourd'hui, ont publié des fuites et notamment des protocoles secrets qui avaient été conçus entre le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Défense et le département d'État américain. Et ces protocoles secrets allaient très loin, puisque 'on s'apercevait que l'armée française n'avait plus la moindre autonomie, que les contingents allemands étaient plus importants et placés en des points stratégiques plus décisifs que les contingents français. Enfin, qu'en cas d'invasion de l'Europe par l'Union soviétique, l'Europe devait être évacuée immédiatement et la résistance stratégique se concentrait sur le Moyen-Orient, là où il y a du pétrole. Étonnez-vous ! Donc tout ça a été à affilter et il y a eu une espèce de coalition qui est allée du Parti communiste à une partie de la droite nationaliste animée. La coalition était animée par les gaullistes et en 54, ça a échoué le 2 août 54. Et donc, ça marque un point d'arrêt, mais les choses vont reprendre très vite avec le traité de Rome et la conclusion, donc la conclusion du traité de Rome. Mais de Gaulle arrive au pouvoir à ce moment-là et il va faire tout ce qu'il peut pour d'abord empêcher toute dérive fédéraliste et pour imposer des contreparties à l'ouverture des frontières, c'est -à-dire un tarif extérieur commun qui faisait en sorte que l'Union européenne de l'époque, qui s'appelait la communauté européenne économique et qui ne comprenait que six pays et ses frontières protégées de l'assaut commercial. Donc ça, ça a été l'oeuvre du général de Gaulle. Ça a duré dix ans au terme de passes d'armes notoires, comme en particulier le compromis de Luxembourg où la France a pratiqué ce qu'on a appelé la politique de la chaise vide, c'est -à-dire que nous avons entre octobre 65 et février 66 cessé de payer toute contribution à l'Union européenne et nous avons obtenu que le compromis de la France a été de la majorité à la majorité qualifiée, qui est l'instrument du fédéralisme qui permet à une majorité d'États de mettre en minorité et de censurer d'autres États que ça ne soit pas inscrit dans la pratique européenne. Et ça a duré jusqu'au traité actuel, notamment jusqu'à l'acte de l'Union européenne, qui a commencé à mettre cette règle de la majorité en minorité si j'ose dire. Pardon, c'est l'inverse, cette règle de la minorité. Et donc, ça a été une épreuve de force permanente. Mais vous comprenez bien que l'oeuvre du général de Gaulle n'a été qu'une parenthèse au milieu d'une longue période. Ça a été une séquence d'indépendance au milieu d'une longue période où l'Europe primait sur les intérêts puis arrive Georges Pompidou. Et Georges Pompidou, pour des raisons de politique intérieure, va ouvrir le gouvernement français aux ennemis du général de Gaulle et en particulier aux centristes qui s'étaient opposés à son grand-uvre, qui était la sortie du commandement intégré de l'OTAN et notamment un personnage dont on parle rarement, dont on ne se souvient que par une loi qui est la loi Pleven sur le racisme, mais qui en réalité, il y a eu une importance beaucoup plus grande s'agissant de l'évolution européenne de la

France. Pleven est un homme qui a conseillé tous les gouvernements jusqu'à sa mort, dans le sens... Avant la guerre, il avait été le secrétaire de Jean Monnet. Il avait prospéré dans la finance anglo-américaine. Et il était vraiment plus jeune que Monnet. Et après la mort de Monnet, il a fait partie de ses épigones, de ses successeurs. Et donc, à partir de Valéry Giscard d'Estaing, le fédéralisme entame un nouvel âge d'or, en ce sens que le Parlement européen est élu au suffrage universel direct. Ça, c'est un point important. Un point important. Ensuite, la création du SME, qui est un peu l'épure de la future monnaie unique. Puis François Mitterrand, avec deux étapes importantes, l'acte unique dont je vais parler, puisqu'il augmente les domaines de compétences de l'Union européenne, qui s'appelle encore la CE par pour longtemps, et surtout qui fait que les domaines de compétences vont être... On se tâtera à la majorité, non plus à l'unanimité. Et puis surtout, Maastricht conclu en 91, voté en 92 et promulgué en 93, qui là, attaque fondamentalement le premier pilier de l'indépendance nationale et même de la légitimité de l'État, qui est la possibilité de battre Monnet. Il y a deux choses pour définir un État souverain. C'est la violence légitime, l'État, l'armée et la police, et le pouvoir de battre Monnet. Or, le pouvoir de battre Monnet disparaît avec la création de la monnaie unique, qui met en plus en route un système de dépossession de l'indépendance économique, puisque l'on ne peut plus, dès lors qu'on a une monnaie unique d'évaluer pour créer un cours de monnaie compatible avec les possibilités économiques du moment. Et puis surtout, cette impossibilité d'emprunter sans intérêt à sa banque nationale. Les États ne peuvent plus emprunter. Et donc, il y a l'arme de la dette qui arrive à ce moment-là pour faire pression sur les États. Vous savez que dans la dette actuelle, qui est certes considérable, je pense que M. Cheminade en parlera tout à l'heure, mais ce qui pèse le plus, c'est le service de la dette. S'il n'y avait pas eu Maastricht, il est évident que la dette française serait bien inférieure, car on ne paierait pas d'intérêt. Et puis, va arriver ensuite le deuxième processus de dessaisissement très lié aux États-Unis, qui est la réintégration dans le commandement intégré de l'OTAN. Et c'est Nicolas Sarkozy qui le fait, après avoir commis ce que je n'hésite pas à appeler une forfaiture, c'est-à-dire d'avoir fait démentir le peuple français qui avait voté non au référendum de 2005, le fait démentir par les représentants du peuple français. C'est du banditisme politique. C'est une forfaiture, ça s'appelle une forfaiture. On ne fait pas démentir les mordants par les mandataires. Ça n'existe pas, ça existe. Nicolas Sarkozy l'a inventé. Et donc réintégration dans l'OTAN. D'ailleurs,

je crois qu'il le fait en plus devant le congrès américain, cette annonce-là. Ah ça, je ne suis

pas certain. Ça a été voté par le congrès national, le congrès français. Oui, mais l'

annonce officielle de la réintégration, j'ai regardé là récemment en venir, il l'a fait aussi devant le congrès américain. Ah, mais bien sûr. Et donc de manière totalement symbolique, ça montre, ça acte parfaitement notre soumission.

Et il a même fait, absolument, et il a même fait pu, puisque l'on sait par les papiers Wikileaks, que dès 2006, il allait voir l'ambassadeur des États-Unis qui s'appelait Stapleton, et il a annoncé que, à peine élu, s'il était élu, il n'avait aucun doute là-dessus, il intégrerait l'OTAN. Donc effectivement, oui, oui, vous avez tout à fait raison. Voilà les grandes étapes qu'on peut dresser assez rapidement. Et puis nous arrivons maintenant à quelque chose de bien pire, c'est le coup d'État à bas bruit de Madame van der Leyen, qui s'arroge des pouvoirs que les traités ne lui confèrent pas, non seulement en matière de politique étrangère, mais en matière de politique de défense, puisque l'on la voit se promener dans tous les pays qui partagent son bellicisme pour les entraîner dans une affaire bien contraire à leurs intérêts. Alors ça, c'est la dernière étape, et je pense qu'il fallait la souligner. Alors j'ai été rapide, parce que j'avais dit que je le serais, mais je pense qu'on aurait pu évidemment aller plus loin, mais là, je crois que là on peut commencer à discuter.

Merci beaucoup, on doit applaudir très fort les grands gars. Bon, alors après ce rappel historique, je pense que c'était essentiel, venons -en au présent et au futur avec monsieur Jacques Cheminade, qui va nous parler de comment briser notre emprise financière.

Je suis heureux d'être avec vous, et je remercie Florian et ses bénévoles et ses militants, qui nous ont permis de nous réunir aujourd'hui. Je vais parler à partir d'un texte écrit, car quand on s'attaque au cœur du pouvoir, il faut être à la fois précis, passionné, et si possible pas trop long. Comment briser l'emprise financière ? La plus belle ruse du diable nous confie Charles Baudelaire et nous fait croire qu'il n'existe pas. Les mondialistes peuvent nous faire croire parfois qu'ils sont souverainistes. C'est ainsi que la seconde élection de Donald Trump a été accueillie par certains, comme l'expression d'un sursaut souverainiste. Ils ont eu raison sur l'intention de sursauts aux États-Unis et au sein de son peuple. Nos ennemis ne s'y sont pas trompés en tentant d'assassiner Donald Trump et en faisant assassiner Charlie Kirk. Mais nos amis ont sous-estimé la capacité du monde de la city of Wall Street de contrôler la désintégration financière du monde en cours. Or, en sous-estimant l'idéologie de ce qui entoure Trump, quelles que soient les intentions de Trump, on n'a pas voulu mesurer leur volonté de continuer à faire prévaloir le désordre anglo-américain dans le monde en amplifiant encore la pyramide de Ponzi spéculative, ni mesurer leur intention de maintenir par d'autres moyens, y compris le crime militaire, d'autres moyens militaires, financiers, idéologiques, le privilège exorbitant d'un dollar financiarisé, le dollar du marché mondial, au détriment du monde et du peuple américain. Je dois commencer par ce constat, car si on ne le prend pas en compte, on sera incapable de briser l'emprise financière, l'occupation culturelle et financière de notre pays que j'ai dénoncé pendant toutes mes campagnes présidentielles. J'espère que ce constat rencontrera en ce moment de péril la compréhension des vrais souverainistes, patriotes et citoyens du monde, comme le répétait le grand poète germano-français ou franco-allemand Friedrich Schiller. C'est une condition de survie, car la France traverse une épreuve qui met en cause son existence même, alors que les responsables, ces responsables, soi-disant responsables, la maintiennent dans une économie de guerre suicidaire en s'efforçant de nous gouverner par la peur. Et le monde se trouve, lui, sous la menace d'une escalade vers le recours aux armes nucléaires. Et il ne faut pas se le cacher. Les forces qui dominent le désordre occidental s'appuient sur une militarisation qui engendre par effets miroirs, par ricochets, une réaction militaire apparemment semblable chez d'autres. Mais comme en Chine, par exemple, pour des raisons défensives, tandis que nos forces politiques représentées au Parlement se sont toutes ralliées à la fondure d'armes à l'Ukraine et ont condamné l'invasion russe dont ils ont eux-mêmes contribué à créer les conditions, soit activement, soit par leur abstention. C'est pourquoi briser l'emprise financière suppose d'abord de rompre avec l'ordre basé sur des règles dominants dans le monde occidental. La responsabilité de protéger la démocratie dont on rebâle les oreilles n'est que le faux drapeau pour maintenir sa domination financière et politique. L'issue positive se trouve dans ce qui s'est passé à Tianjin, au sommet de l'Organisation de la Coopération de Shanghai, puis lors de la réunion vidéo des BRICS organisée par Lula, le président du Brésil. C'est là un nouveau monde de détente, d'entente et de coopération qui se dessine contre la guerre tarifaire de Donald Trump, mais bien au-delà. Un monde de paix par une architecture de sécurité et de développement mutuel s'esquisse, auquel Lula, Jinping et Putin invite les pays occidentaux à participer, contrairement à ce que nous disent les médias, trompeurs de nos pays, qui y voient une conspiration contre l'Occident. Dans ce contexte, se créent de nouvelles plateformes pour l'investissement dans l'économie réelle, l'économie physique productive, fondée sur deux nouvelles bandes de développement. En 2015, la Chine a créé un renminbi d'État attaché à ces projets, directement attaché à ces projets. Pour briser l'empire financier que nous subissons, la perspective, sans angénisme ni complaisance, est de nouer des relations de coopération avec ces pays qui tentent d'affirmer leur propre souveraineté et de coopérer avec eux au nom de notre propre souveraineté. Par la mémoire, par notre mémoire, avec des racines, mais des racines vives, auprès de sources qui entretiennent un flux vers le futur. Il n'est pas d'issue qui ramène au passé. Cela

revient à construire une nouvelle architecture de paix par le développement et la sécurité mutuelle, à l'échelle du monde et à l'avantage de chaque nation, quelle que soit son importance. Je voudrais ici rappeler, rapprocher sans esprit provocateur, ce que disait le pape Paul VI, celui que conseillait Jacques Maritain, « Le nouveau monde de la paix et le développement », dans son encyclique *Populorum Progressio*. Je veux rapprocher cela de cette nouvelle société polyphonique dans laquelle chaque voix sera écoutée, dont nous parle Vladimir Poutine, où nos médias ne veulent voir qu'un couple et démagogique. Jinping insiste sur le destin commun de l'humanité. Nous pouvons l'accueillir avec cynisme ou scepticisme, mais les pays de la majorité mondiale, qui s'unissent sans uniformité, ont constaté le développement sans précédent de la Chine et le comparent à ce que nos pays occidentaux leur offrent et ils font leur choix. Nous ne devons plus nous saturer de fiction financière et nous livrer aux addictions des images, mais voir le meilleur... de notre passé avec les yeux du futur. Le vrai souverainisme est porté au dialogue, comme l'était Charlie Kirk, avec persévérance pour nourrir son action. Ce qui doit être la raison d'exister de notre pays, de la France, est devenu la raison d'être du monde. C'est en partant de ce principe, partant que l'homme est naturellement porté au bien et n'a pas besoin d'ennemis pour exister, et en nous associant à ceux qui affirment partager cette conviction que nous aurons les moyens de nous libérer de l'oppression financière. Ce ne sera pas un chemin parsemé de roses, mais Charles de Gaulle nous a enseigné à Londres comment faire avec nos ennemis et avec nos alliés. Revenons à Donald Trump. Nous devons le créditer de vouloir la paix pour obtenir le prix Nobel, faire de bonnes affaires et sans doute par conviction humaine. J'ai un témoignage de cela de gens qui étaient auprès de lui lorsqu'il a appris les nouvelles de la guerre du Golfe, dans laquelle se lançaient Bush et les néoconservateurs, et il était très choqué en disant il ne faut pas laisser faire des centaines de milliers ou des millions de morts. Donc il a une conviction personnelle pour la paix. Cependant, on ne peut construire la paix sur les sables mouvants du capital financier qu'il faut mener la guerre. On ne peut construire la paix en soutenant ce qui pousse à la guerre et la fond, dans les bureaux de Jimmy Morgan Chase ou en Palestine. Les États-Unis de Donald Trump se vouent à des crypto-monnaies livrées à des opérateurs privés, pas seulement Tether ou Circle dont beaucoup connaissent le nom, privatisant de fait l'émission du dollar dans un vaste casino dont le nouveau seigneur financier de la tech qui entoure Trump, les Peter Thiel, David Sachs, Alex Karp, Paul Atkins, Scott Bessent et Stephen Miran, ce sont les croupiers milliardaires qui l'entourent. La loi G-News votée au Sénat américain accorde aux intérêts privés l'émission de stable coins à parité avec le dollar et garantie par des bonds du trésor, des bonds du trésor de la réserve fédérale. Pire encore, un texte complémentaire interdit à l'État lui-même d'émettre ces stable coins. En clair, l'émission de monnaie se trouve livrée à des intérêts privés dans un nouveau féodalisme financier, c'est un nouveau féodalisme financier pire que celui condamné le programme de notre conseil national de la résistance. Leur projet est de bâtir un immense schéma de Ponzi au détriment du reste du monde et leur propre peuple. Il faut insister sur cela. Donald Trump lui-même et sa famille jouent à ce grand jeu spéculatif pour y faire fortune. Les associés britanniques y participent, tel déchets guettant leurs oiseaux et les jeunes du monde y succombent dans une idéologie où c'est le pari et pas le travail, pas le travail humain qui enjaune le profit. C'est avec cela que nous devons rompre pour assurer notre souveraineté nationale. Ajoutons que c'est Charles Kushner, le père de ce jarret de gendre de Trump, qui avec son ami Tony Blair gère l'horreur de Gaza à la Maison Blanche ou tente de le faire. C'est ce cas, Charles Kushner, pas si diplomate et grand spéculateur, qui a été nommé ambassadeur des États-Unis à Paris. Il n'y simule même pas pour nous humilier au sein de leur grand jeu. Et c'est dans ces conditions que Ursula von der Leyen a accepté que les pays membres de l'Union européenne versent 800 millions à l'industrie de défense américaine pour armer l'Ukraine et que la coalition des volontaires européens exhibe ses muscles de vates en guerre tout en restant suspendu aux choix de Trump et essayant de l'influencer en s'alliant avec les vates en guerre américains comme l'Insegram. La vérité est que partout s'impose la remilitarisation sous le joug

financier et la mise sous tutelle des sociétés par une oligarchie criminelle. L 'OTAN est devenue globale depuis la conférence de Madrid de juin 2022. Elle s 'occupe de l 'économie et intervient jusqu 'au de ce fédérateur extérieur désigné en son temps par Charles de Gaulle. Notre parti Solidarité et progrès a fait campagne dès 1986 contre l 'acte unique européen qui en permettant la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux inaugurerait notre soumission. Dès cette date, nous avons condamné le système de trahison suicidaire élaboré par les autorités chavrans qui à l 'OCDE, Michel Cantu au FMI et Charles de Gaulle à la commission de Bruxelles. Tous chrétiens sociaux ayant mis en place ce système financier antagoniste aux valeurs mêmes qu 'il proclamait. Donc tromper ne date pas d 'aujourd 'hui. C 'est fidèle à l 'impulsion souverainiste fondamentale, à la nouvelle résistance reposant sur la direction nouvelle que doit prendre notre politique internationale, que nous devons engager immédiatement un certain nombre d 'initiatives porteuses de rupture partout où nous le pouvons, qui soit le reflet de notre engagement. Dans la logique politique d 'une sortie de l 'Union européenne, de l 'euro et de l 'OTAN, nous devons reprendre le contrôle de notre émission de crédit pour qu 'il puisse enfin alimenter l 'école, l 'hôpital public, le laboratoire et la réindustrialisation de la France. Cela veut dire rompre avec l 'article 123 du traité sur le fonctionnement de l 'Union européenne, mais aussi abroger les lois du 4 août 1993 et du 12 mai 1998, qui sont les vraies menottes qui nous entravent. La première interdit à la Banque de France d 'autoriser des découvertes ou d 'accorder tout autre principe de crédit au trésor, tout autre type de crédit au trésor, au trésor public, ou à tout autre organisme ou entreprise publique. Et la seconde interdit aux gouverneurs de la Banque de France et aux membres du Conseil de solliciter ou d 'accepter des instructions du gouvernement ou de toute autre personne. L 'alternative est de mettre en place donc une vraie Banque nationale, administrée par des représentants des forces productives et non comme les nationalisations socialistes de 1981, quand la gauche essayait encore. Non comme ces fausses nationalisations, créant une banque et des sociétés nationalisées, gérées par des administrateurs publics de même formation et de même idéologie que leurs prédécesseurs servant les intérêts privés. Ce qu 'on appelle aujourd 'hui Banque de France n 'est qu 'une banque centrale administrée par des financiers sous la coupe d 'aspects des finances mondialistes et européistes. Une vraie Banque nationale, source de crédit pour les infrastructures physiques et le développement de notre production nationale. C 'est l 'inverse. Pas pour les aides aux entreprises, à ces entreprises dont la majorité des activités sont réalisées à l 'étranger. Mais c 'est un impératif catégorique d 'avoir un système de crédit indépendant, de crédit national pour nos vraies entreprises. Alors, il doit s 'y ajouter une séparation entre d 'une part Banque de dépôt ou commercial, comme on le dit outre -Atlantique, relais du crédit public et de gestion des dépôts et d 'autre part séparer les fonctions d 'investissement sur le marché financier, opérations par essence spéculatives et qui ne doivent être en aucun cas soutenues. C 'est le glastégal aux caractéristiques françaises dont nous disposons, dont nous disposions de l 'équivalent à la libération et qui fut progressivement éliminé par la suite dans la complicité de tous les gouvernements. Objection, dira -t -on, objection. Votre système serait inflationniste et favoriserait l 'endettement. On peut répondre que c 'est le système d 'indépendance des banques centrales qui a créé la pyramide de Ponzi inflationniste actuelle. C 'est eux, reposant sur l 'émission croissante de monnaie vers du capital fictif, échappant à l 'économie humaine, l 'économie physique productive et nourrissant des spéculations sur la monnaie elle -même, les taux d 'intérêt ou les produits de luxe qui sont le socle du CAC 40. Avouons que si, à l 'échelle européenne, il nous faut bien entendu des projets communs, cela doit se faire à l 'échelle de coopération renforcée entre États -Nations souverains dans l 'approche qui fut celle du plan Fouché de 1962. On a une organisation commune, sans monnaie unique. On est tous d 'accord et on fait le projet ensemble avec de possibles délégations de souveraineté, délégations uniquement par projet. Ou bien, un ou plusieurs pays ne sont pas d 'accord mais laissent faire les autres sans veto. Ou bien encore, un seul pays n 'est pas d 'accord et a un droit absolu de veto. C 'est un choix. On peut aussi ne pas avoir d 'organisation commune du tout et opérer au cas par cas. Le Frexit doit en tout cas être

préparé, en prenant tous notre bâton de pèlerin dans toute l'Europe, car il faudra un nouvel ordre suivant les paramètres que j'essaie de définir pour éviter le chantage au chaos. Il y a une dette utilisée. une dette utilisée aujourd'hui pour effrayer les Français et les entretenir dans une servitude, une servitude volontaire ou pas. Cette voie, encore une fois, n'est pas facile, mais il serait bien plus dangereux de rester comme on est. Elle exige l'engagement de plus grands nombres d'entre nous avec un objectif de coopération et non de domination, un objectif gagnant-gagnant tant à l'échelle du monde qu'à celle de notre pays. Pourvu que nous fassions passer la cause de la France, la cause de la France avant celle de nos égaux, nous, souverainistes, un sursaut devient possible dans les conditions actuelles, car plus croît le péril, plus croît ce qui sauve. Je ne serai pas avec vous aujourd'hui si vous ne croyez pas à un sursaut en commun. C'est pourquoi j'écris un livre que vous pouvez trouver ici, qui contient une suite de propositions visant à entretenir un dialogue mobilisateur. Un peu dans l'esprit, pas nécessairement pour les mêmes raisons, mais avec le même esprit que celui de Charlie Cook. Enfin et surtout, je suis ici car je vois capable de balayer devant notre porte et de susciter un de ces lumineux réveils qui viennent heureusement, quoique d'un trop long intervalle, qui viennent heureusement, sauver leur pays, sauver la France.

Merci beaucoup. Merci beaucoup. Effectivement, il est essentiel de briser nos chaînes financières, mais notre souveraineté est également altérée, comme on le voit surtout sur le plan international. Nous ne sommes plus capables d'avoir une voix française qui résonne. Je ne parle pas de la voix européenne, elle n'existe pas, mais même pas une voix dissonante par rapport aux autres pays européens. Pour en parler aujourd'hui avec nous, madame Caroline Galactéreuse, pouvez-vous nous expliquer, nous donner une note d'espoir sur comment on pourrait refonder votre mécompte ? C'est tellement

simple. Indépendante. Toute petite question de cour. Voilà, une toute petite question comme ça. Comment retrouver une politique étrangère digne de ce nom à notre mesure ? Sachant que notre mesure n'est pas celle d'un animalcule stratégique. Ça, c'est précisément tout un processus d'asservissement mental, de mon point de vue, de consentement aussi mou. D'abord, de nos élites, beaucoup plus que des populations, à la définition, la réduction de la France à un petit bout, un petit truc qui reste et qui ne peut exister que dans les proportions de l'Union européenne et des structures européennes qui nous donneraient notre mesure, le seul format. C'est faux tout ça. En fait, c'est faux. Bien sûr, ça sert toute une classe politique qui est complètement impuissante, qui ne sait plus décider, qui n'a plus de culture, qui ne connaît rien à l'histoire, qui ne connaît rien à la guerre, c'est pour ça qu'elle nous y emmène avec tant de légèreté. Et donc, tout ça fait que c'est très facile. C'est la pente la plus empruntée, on va dire, la plus simple que de se dire on n'existe que par l'Europe et pour l'Europe. Et à vrai dire, la seule façon de pouvoir encore faire les malins, puisque nous serions la seule puissance nucléaire notamment dotée en tout cas de l'Union européenne, c'est de, évidemment, pourquoi pas, au point où on en est, c'est de mutualiser, n'est-ce pas, d'une manière ou d'une autre, peut-être pas en ayant un autre doigt sur le bouton nucléaire, mais de mutualiser en tout cas la réflexion sur l'emploi éventuel de notre outil nucléaire. C'est du délit. Je ne suis pas tout à fait une ancêtre, mais enfin, moi on m'a appris que l'atome ne se partage pas. L'atome étant la partie pour le tout, enfin c'est la métonymie, donc la bombe ne se partage pas. L'usage de la bombe, la décision de l'emploi de la bombe, tout ça, ça ne se partage pas. C'est un atout que nous avons, et c'est un atout parmi d'autres. Pour retrouver pour moi une politique étrangère, parce qu'elle a disparu, c'est un objet stratégique non identifié, on ne sait pas où ça est, nous n'avons plus de politique étrangère, je pense que ça commence vraiment par une réforme morale et intellectuelle. C'est des bien grands mots pour dire qu'il faut se souvenir, il faut reprendre conscience de soi, déjà. C'est difficile, parce qu'il est infiniment plus simple de se laisser porter par une espèce d'utopie européiste, tous les mécanismes d'asservissement qui sont là, qui existent, qui effectivement nous asservissent, nous empêchent d'être dedans. On n'a plus de monnaie, on n'a plus rien, on est

complètement en fait, on est passé sous la coupe allemande depuis la création de l'euro, c'est clair, ça nous a coûté cher aussi en politique étrangère, et on est coincé, on est coincé sur notre dette, on est coincé, on est coincé sur tout. Donc réforme, pour moi, morale et intellectuelle, et donc réhabiliter, j'allais dire, de grandes momies, la souveraineté et la petite momie qui va avec, mais qui en fait est très très importante et très précieuse, c'est la notion d'intérêt national. Qui se souvient de ce qu'est l'intérêt national ? Qui s'en préoccupe aujourd'hui en France ? C

est très juste ce que vous dites parce que par exemple, sur la crise ukrainienne, on ne voit pas du tout le rapport entre les intérêts français, européens c'est autre chose, mais les intérêts français et l'ukraine. Ah non, non,

non, mais c'est même l'exact inverse, c'est -à -dire, nous n'avons aucun intérêt politique, diplomatique, économique, stratégique, géostratégique, géopolitique, enfin, nous n'avons aucune espèce d'intérêt à nous confronter à la Russie, qui ne nous menace pas, qui ne menace pas nos intérêts, alors que nous avons été partie prenante d'une vaste entreprise de déstabilisation à son détriment via l'Ukraine. Enfin, je veux dire, il y a quand même un moment où il faut se réveiller. Donc, on doit, à mon avis, faire cette réforme morale intellectuelle, se souvenir qu'il y a un truc qui s'appelle l'intérêt national, et donc voir le monde d'un seul coup, même si nous sommes encore dans l'Union européenne, même si nous sommes encore dans l'OTAN. Ceci dit, il est absolument urgent de sortir de l'organisation intégrée, du commandement intégré, parce que ça, ça nous entraîne dans la planification.

Je lui ai rappelé du coup la différence

qu

il y a de faire partie du commandement intégré ou pas.

Ce n'est pas pour rien que le général de Gaulle nous en avait sorti. Il avait sorti aussi en même temps les bases américaines françaises, enfin tout ce qu'il y avait, j'allais dire, d'emprise américaine sur le territoire français, ce que bien d'autres pays d'Europe ont aujourd'hui, pensez à l'Italie, pensez à l'Allemagne, pensez à plein de petits pays comme ça, grand. Donc le commandement militaire intégré, c'est en fait l'idée que la planification des opérations se fait automatiquement de manière intégrée entre ceux qui en sont membres. Donc on n'est plus maître de dire oui, nous venons avec vous ou non. Puisque quand une opération est décidée, est envisagée, il y a un processus qui s'appelle le processus de génération de force, parce que je l'ai expliqué à MIMO ce matin, mais l'OTAN c'est une structure vide, c'est -à -dire c'est quand il y a quelque chose à faire qu'on met en commun ce qu'il faut pour le faire. Dans le processus de commandement militaire intégré, les pays qui sont là sont en fait en permanente planification militaire d'opérations communes. Alors déjà en temps normal c'est dangereux, mais là au moment où on se trompe complètement, délibérément, mais je me demande parfois si c'est juste parce qu'on n'a rien compris, parce que c'est tellement dingue, quand on est délibérément dans une posture offensive et belliqueuse vis-à-vis de la Russie à propos de l'Ukraine, c'est encore plus dangereux d'être dans un commandement militaire intégré. Alors c'est sûr, c'est sympa, on est passé de 275 ou 280 officiers à l'étranger de l'OTAN à presque 1000, tout ça fait beaucoup d'heureux, beaucoup d'argent, beaucoup de possibilités, beaucoup de tout, très bien. On nous a même donné une espèce de hauchet qui s'appelle le commandement de la transformation de l'OTAN qu'on a créé pour nous faire plaisir. Qu'est-ce qu'on transforme nous les Français à l'OTAN ? Qu'est-ce qu'on dirige dans la transformation des doctrines militaires de l'Alliance ? c'est quand même extrêmement rhétorique. Bien, donc il faut sortir de là. Ensuite, une fois qu'on aura retrouvé donc nos momies et qu'on les aura un peu réveillées, démaquillées, enfin bon, voilà la notion d'intérêt national, on doit donc

regarder le monde même en étant dans l'Union Européenne, avec les atouts qui nous restent et quand même il nous reste des atouts. Il faudrait juste arrêter de vouloir les donner pour 3 francs 6 sous à n'importe qui. Mais nous sommes quand même encore membres du permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous sommes encore une puissance militaire, enfin une puissance atomique dotée certes, bon 300 têtes ou 290, c'est pas les 6000 têtes russes ou les 5500 têtes américaines. Et il y a un autre principe dans les théories nucléaires, c'est que l'atome certes ne se partage pas, mais il y a aussi ce qu'on appelle le pouvoir égalisateur de l'atome, donc il y a un principe de dissuasion qui s'applique à partir du moment où vous êtes un état nucléaire, c'est bien pour ça qu'il y en a un certain nombre qui veulent devenir des états nucléaires. Bon, donc, il faut voir le monde largement et à ce moment là, de quoi se rend-t-on compte ? Mais qu'on est prisonnier dans cette espèce d'idée d'Union Européenne fédérale. Mais en fait, nous appartenons à l'Eurasie. Nous appartenons à l'Eurasie. La France et l'Europe Occidentale et l'Union Européenne, même telle qu'elle est aujourd'hui, si vous prenez une carte du monde, nous sommes le bout de leur Asie. Et l'autre bout, c'est la Chine, c'est l'Asie. Bon, et entre, bien sûr, il y a cette fameuse Russie qui gêne tout le monde et qui fait envie en même temps et rend jaloux tout le monde. Donc, il faut comprendre que notre avenir, pour nous, Français, est dans une politique naturellement de désalignement. Nous devons nous désaligner. C'est impératif. Nous devons pouvoir, selon nos intérêts, et d'ailleurs, les pays les plus intelligents le font. Ils ont tous une politique de poly-alignement. Et ils n'ont pas forcément les attributs de puissance que nous avons, qui nous restent. Donc, nous devons nous désaligner. Nous devons redevenir effectivement la puissance intelligente, qui a une intelligence du monde, qui est capable de discuter, qui est capable d'échapper au dogmatisme, d'échapper à l'idéologie, parce que c'est ça qui nous tue, en matière de politique étrangère. On ne peut pas avoir une politique étrangère intelligente, pesée, tempérée et même ambitieuse, ou que ce soit sur la planète, si on est dans l'idéologie. Regardez ce que ça a produit en Afrique sur nos positions. Donc, on peut toujours expliquer que c'est encore Célérys, comme le médicament que maintenant, tout le monde peut trouver quasiment en pharmacie, Célérys. Mais non, ce n'est pas les Russes, c'est nous. Parce que nous sommes là aussi dans un dogmatisme complètement anachronique. L'Afrique a besoin d'autres choses. Les pays africains ont besoin d'un truc essentiel, qui nous aiderait peut-être, si on savait le remettre en œuvre, c'est un peu de respect, un peu de considération. Et toutes...

Une attaque de Russes. Oui, une attaque de Russes.

C'est les Russes. C'est évident. Donc, et toutes... Si vous voulez, tout ce discours complètement empeusé, anachronique, obsolète, d'une autre époque, a fait le jeu, en fait, de l'attractivité des Russes, des Chinois. Tout cet édifice des Brics qu'on voit à longueur de sommet maintenant, apparaître et se renforcer, ce n'est pas... il ne se renforce pas dans le vide. Il se renforce par rapport, j'allais dire, à la politique qui est celle du bloc occidental déclinant, qui n'est pas une politique d'intelligence, de compréhension de ce qui est en train de se passer, qui est une politique de résistance forcenée, acharnée, néo-impérialiste, complètement insupportable pour tout un tas de pays. Donc quand il y en a d'autres qui leur proposent un positionnement plus... qu'on en dirige plus supportable, à vrai dire. Moins injuste, mais même sans parler de justice, parce que, bon, il y a une notion de justice... Mais

il y a une espèce de bonne mesure qui est quand même assez insupportable de

nos brillants

géopolitologues.

C'est -à-dire que c'est surtout qu'ils postulent que la soumission... Nous, déjà, on est tellement

habitués à être soumis, nous -mêmes, on ne s'en rend même plus compte. Mais les autres, on a l'impression qu'ils doivent subir, puis c'est comme ça. Puis c'est comme ça, parce que l'hégémonie occidentale va se maintenir, et tout le reste va juste mourir ou obéir. Ça ne marchera pas, c'est fini, c'est terminé. Moi j'ai écrit mon petit bouquin que certains d'entre vous ont eu. Merci. La gentillesse d'acheter tout à l'heure, mais c'est un vieux livre, déjà je sais, je dois en écrire un autre, qui s'appelle Vers un nouveau Yalta, en 2009, enfin il y a six ans, maintenant, c'est affreux. Eh bien, tout ce dont je parle, et je l'ai écrit il y a encore quelques années avant, tout ça est là maintenant sous nos yeux, de ce moment. Moi je voyais des premiers signes, là maintenant on est dans une évidence. Donc, rétablir la politique étrangère, ça commence comme ça, intellectuel, moral, se souvenir de la souveraineté, se souvenir de l'idée de l'intérêt national, redéfinir les positionnements des intérêts, mais sans, ça ne veut pas dire devenir petit, timide et ne rien vouloir, sur la scène du monde, pas du tout. Ça veut dire participer de tout ce qui se passe, et pour ça il faut être utile au monde. Plus on est aligné, moins on est utile. Plus on est aligné, moins on est utile, c'est évident. Et à l'échelle de l'Europe, on voit bien que faire masse ne nous donne pas de poids. Nous n'avons pas de poids, l'Union Européenne, en termes géopolitiques, mais c'est

devenu... Combien de sanctions, d'ailleurs ? On

peut les empiler autant qu'on veut, on peut devenir 35 demain, ça ne changera rien. Nous sommes, la masse ne fait pas le poids. L'extension... ça me rappelle quand on m'apprenait que l'extension d'un concept était l'inverse de sa compréhension. C'est -à -dire que plus c'est large, moins c'est profond, moins ça a de densité. Bon, on est là en Europe. Et on voit bien qu'on s'est fait dominer, dès les origines, effectivement, dès le projet, c'était déjà dans les tuyaux, si j'ose dire. Mais qu'en plus, à la fin de la période bipolaire, au moment où l'ur s'est tombée, en fait, on est juste allé encore s'affaiblir et se diluer et diluer les souverainetés nationales, parce qu'effectivement, dans le projet initial, il n'est pas question de souveraineté nationale. Il est question de nettoyer tout ça gentiment, mais sûrement. Donc il faut revenir et il faut oser faire un pas de côté. Et j'allais dire que l'Etat du monde nous offre tous les jours des occasions de faire des pas de côté. Et l'Ukraine en est une. Et même le retour de Trump et sa volonté initiale, sa tentative un peu crétule, un peu tout ce qu'on veut, mais enfin bon, elle avait le mérite d'exister, de changer un peu, de chercher à trouver une voie vers un apaisement, un compromis. On a même pas été foutus de fichu de se mettre dans le bon sens. C'est -à -dire on s'est mis à contre -temps du seul moment où on pouvait enfin sortir de l'engrenage débile dans lequel on était entré. Il faut le faire, c'est quand même du lourd, c'est horrible, c'est désespérant par moment. Donc voilà où nous en sommes. Tout ça pour dire, je ne veux pas vous laisser sur une note négative, il y a beaucoup de choses à faire, mais c'est quand même dans la tête. C'est -à -dire il faut accepter d'être soi, au -delà des postures, au -delà des espèces de blablas, de surplombes morales, que plus personne n'achète ça, plus personne ne supporte ça, c'est tellement faux, c'est tellement la réalité internationale et la démonstration vivante quotidienne que tout ça est faux. Donc il y a vraiment, les gens qui continuent à croire, à vouloir croire ou à se fermer les yeux, ou à croire parfois, par conviction, qu'il y a encore sur cette planète des bons, des méchants, des juges, des pas juges, mais ils sont, enfin moi j'appelle ça le pays de oui oui, parce que c'est mon époque, mais c'est exactement ça. Il faut sortir de tous ces délires qui nous empoisonnent et qui nous étouffent et qui nous écrasent. Et donc une politique étrangère, voilà c'est tout, en fait c'est assez bête, c'est assez simple. Après il faut aller voir les grands pays les uns après les autres, renouer des relations, leur montrer qu'on est sur un pied d'égalité entre États, même s'il y a des différentiels évidemment de puissance militaire ou d'influence, mais c'est comme ça qu'on sera de nouveau pris au sérieux parce que comme l'a dit notre président, certes pour être respecté il faut être craint, mais il faut surtout être respecté. surtout être cru. Voilà. Et donc... .. Je ne vais pas me faire des amis, mais... Mais il faut être cru. Voilà. Et donc, il faut offrir, il faut proposer quelque chose qui soit utile. Et la France a cette vocation naturelle de puissance d'équilibre. Donc

pourquoi est -ce que la LAR reprend pas bon sens ? C 'est quand même pas très compliqué. Donc là, typiquement, quand vous voyez que la Slovaquie, qui était un pays très très bien, mais enfin bon, c 'est la Slovaquie, quand même, le leader Slovaque, c 'est le seul qu 'on a vu à Pékin, là, dans les grandioses célébrations de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, version chinoise, il était à Pékin. Il a osé. Il a osé, c 'est tout simple. Et c 'est pas la France. C 'est juste la Slovaquie. Voilà. Donc, bon. La Hongrie aussi. Et la Hongrie, elle sait quoi, Victor Orban, il sait même personnellement lui -même très bien ce que c 'était que l 'Union soviétique, ce que c 'est que la Russie, etc. Et il est aussi très proche de Trump, il est très très malin. Bon, donc, il y a des gens qui sont courageux. Il faut juste retrouver un peu de courage, un peu d 'espoir, et oser faire des choses qui seront, évidemment, dans un premier temps, pas forcément impopulaires, parce que je pense que les peuples sont infiniment plus lucides que les élites, so called, mais qui, évidemment, entraîneront des pressions, du chantage, enfin, toutes sortes de contre -mesures d 'un système qui défaille, forcément, et qui se crispe. Et l 'Ukraine est une démonstration quotidienne, évidemment, de cette crispation. Voilà, voilà ce que je peux dire. C 'est un peu pêle -mêle.

Éric, je voulais vous demander, vous, comment vous voyez cet effondrement moral dont parlait Caroline, comment vous l 'expliquez

?

Parce que là, c 'est même en dehors de l 'histoire, en dehors du droit, en dehors de tout. C 'est moralement comment on explique ce manque de confiance en soi. Je crois que ça a commencé quand

la présidente de la République, qui s 'appelait Valérie Giscard d 'Astin, a dit que nous étions 1 % du monde, et que nous étions d 'une puissance moyenne. Ça a été sa première conférence de presse. Je ne veux pas critiquer de façon excessive Giscard, car par rapport à ce qui a suivi, et surtout après Chirac, voilà, c 'est un géant par défaut. Mais je pense vraiment que le début de la fin, ça a été ça. C 'est -à -dire que la classe politique a été formatée dans une idée de suggestion. Il disait aussi qu 'il faut gérer l 'imprévisible. Mais qu 'est -ce que ça veut dire ? Gérer l 'imprévisible ? C 'est une façon de renoncer à tout. Et donc il y a eu une acculturation des élites, des énarques, etc. à cette idée -là, la puissance moyenne, c 'est ça. Ça a commencé à ce moment -là. Et c 'était comme par hasard le moment de la grande déconstruction de la kigoliste, qui commence vraiment en 74. Et tout a été à l 'avenant. Je voudrais revenir 30 secondes sur une chose qu 'a dit M. Cheminade, qui est à mon avis absolument essentielle. Et Caroline, ensuite, a dit qu 'il ne faut pas avoir peur de revenir en arrière, de faire un pas de côté. Il y a eu une occasion tout à fait remarquable, vous l 'avez dit, qui a été proposée par De Gaulle, qui était le plan fouché. C 'est une chose absolument essentielle. C 'est une virtualité qui a été soutenue par l 'Allemagne d 'Adenauer, pas n 'importe laquelle, l 'Allemagne d 'Adenauer, qui avait signé le traité franco -allemand, ou qui allait le signer quelques mois plus tard. Traité franco -allemand, en raison duquel Adenauer a été sacrifié sur l 'ordre des Américains. Mais le plan fouché était une chose... C 'était un mode d 'emploi de l 'Europe qui pouvait tout à fait permettre d 'ailleurs un élargissement de l 'Europe à 6, à 8, à 12, ou même à 27 comme aujourd 'hui, puisque c 'était une Europe à géométrie variable, où il y avait, comme vous le rappeliez, M. Schminard, des délégations de souveraineté. Délégation de souveraineté n 'est pas la même chose que transfert de souveraineté. Dans les idées de Jean Monnet et des Pères de l 'Europe, transfert de souveraineté, c 'était définitif et irréversible. Ce n 'est pas du tout le cas des délégations. Les délégations, elles sont temporaires et volontaires. Et puis pour un objet bien déterminé. Et donc ça, ça a été une virtualité qui a été sacrifiée sur ordre de Washington, puisque ces questions se décidaient à l 'unanimité. Les Américains ont demandé aux Belges, aux Néerlandais, aux Luxembourgeois de voter contre. Et le plan fauché a été saboté de cette manière -là. Mais il allait extrêmement loin. Et puis alors il avait

surtout aux yeux des Américains un défaut rédhibitoire. C'est que le mot « autant » n'était pas cité. De même dans le traité franco -allemand qui a valu, comme je le disais à Denhauer, d'être viré par son propre parti, par la CDU. On ne parlait pas du mot « autant » et le traité de l'Élysée n'a été ratifié par le BdSt qu'au terme d'un protocole additionnel rédigé de la main -même de Jean Monnet qu'il avait soumis à Kennedy. Protocole qui disait que la fidélité à l'Alliance française ne devait en aucun cas primer la fidélité à l'Alliance atlantique. Bon, petit rappel.

Oui, je voudrais ajouter quelque chose qui est fondamental. L'accord Blom -Barnes de 1946. C'est là qu'on a accepté que toute la contre -culture anglo -américaine · ce n'est pas seulement américaine · elle vient en fait d'une longue tradition britannique. Cette contre -culture puisse rentrer en France, ces films puissent rentrer en France sans taxes, sans opposition, sans rien. Ce qui fait qu'en 1947 -48, ce n'était plus Jean Gabin, ce n'était plus Arletti pour des raisons aussi différentes, ce n'était plus Jean Renoir, c'était les films d'Hollywood qui étaient là et qui véhiculaient cette sous -culture, qui est une sous -culture de retour aux privés, de retour à ces petits intérêts immédiats et qui répand aussi la peur dans la ville en même temps parce que les petits intérêts sont promus mais en même temps menacés. Ce qui fait qu'on perd le sens de la nation, on perd le sens de vivre ensemble, on perd le sens de faire les choses ensemble. Et à ce moment -là, qu'est -ce qui arrive ? Peu à peu, un retrait. Et on a accusé à cette décomposition, à cette système de décomposition. Moi, je l'ai vu, il y a peut -être certains d'entre vous qui, à peu près de ma génération, ils ne sont peut -être pas beaucoup, se souviennent mais ceux qui ne se souviennent pas. Ils doivent voir, c'est l'époque où est rentré tout le yéyé, où est rentré toute cette contre -culture qui était aussi planète, qui était aussi ce qui s'appelait à l'époque n'existe que toute cette contre -culture avec un peu d'érotisme, un peu d'orientalisme, beaucoup de relativisme culturel. Et cela balayait la France. Et on la laissait se balayer. Et c'est à ce moment -là que c'est associé à cela, évidemment, à partir de mai 68, où il y avait certaines raisons de justice dans mai 68 mais que c'était totalement fourvoyé vers un édonisme et une facilité et toute l'insexualité et tout le reste qu'on connaît. Il est interdit d'interdire, cette formule parfaitement stupide. Donc associé à cela, toute la prise de contrôle financière de toutes nos institutions par ce mondialisme financier qu'on a vu particulièrement, après le 15 août 1971 et les accords de la Jamaïque, faire qu'il y a eu des changes flottants. Et là, il n'y avait plus rien de référence à ce système financier. Il n'y avait qu'un dollar mondialisé. Et là, le privilège exorbitant du dollar dont on parlait de Gaulle est devenu pire. C'était un dollar partout. Et un dollar qui n'était même plus contrôlé par le gouvernement américain, qui était contrôlé aux États -Unis par ceux qui occupaient le pays et dans le monde entier par des forces qui étaient associées à cela. C'était des Américains qui parlaient parfois d'autres langues, si vous voulez, parce que c'était devenu mondialisé. Et par rapport à cela, ma réflexion quand j'étais aux États -Unis, c'est de voir que 80 % des Français étaient pro -américains pour toutes les mauvaises raisons du monde, et 20 % étaient anti -américains pour les mauvaises raisons du monde. Ils ne connaissaient pas l'histoire. Il faut connaître l'histoire, comment ça s'est passé. Et ce qui arrivait dans ces années, c'était à la fois la domination financière, le FMI, la Banque mondiale, toutes ces institutions entièrement pénétrées par les Américains qui s'imposaient à nous. Et en 1986, l'acte unique, libre circulation des biens, des services, des hommes et des capitaux. Et à ce moment -là, j'ai vu très peu de gens ici. Certains n'étaient pas nés, mais ceux qui étaient nés à ce moment -là, très peu s'opposaient à l'acte unique. Nous en fais campagne à la fin de l'année. Acte unique, actinique. Et on disait, Raymond Barre, barre -toi ! Tu veux un collabo ? Le collabo nouvelle manière, bien entendu. Et en même temps, qu'est -ce qui s'est passé ? En même temps que ces dominations financières, la domination culturelle, cette contre -culture... avec mon ami Lyndon Larouche aux États -Unis, on a dénoncé le départ, qui était sexe -marchandise, tolérance vis -à -vis des drogues, musique -bruit. Et là, il y a un dénonateur commun. Si on se reposait à ça, on était à l'extrême droite, ou de droite. Donc les deux allaient ensemble, et les deux sont allés ensemble pour nous détruire. Et aujourd'hui, le patriotisme, être patriote, c'est affermir notre souveraineté contre cela et l'affirmer avec tous les pays où il y a une

réaction contre cela. C'est ce que vous lui dire dans tout ce que je vous ai dit aujourd'hui.

Merci beaucoup. Vous savez, on entend souvent que la France ne serait rien sans l'Europe, ni sans les États-Unis, les États-Unis qui nous protègent. En fait, on a une réécriture, vous parlez d'histoire, on a une réécriture totale de l'histoire de France. Maintenant, si on regarde un peu les résumés de la Seconde Guerre mondiale, on dirait presque que c'est les États-Unis avec les Alliés qui ont remporté la Deuxième Guerre mondiale. Et que les Russes faisaient limite figuration. Et donc, c'est ce qui expliquerait que les Américains sont gentils, c'est nos Alliés, nos amis, ils nous ont protégés, ils nous ont libérés. Et qu'on ait cette espèce de défiance vis-à-vis des Russes. Alors, comment vous l'expliquez et est-ce que vous pouvez dire vraiment la tuerie ? Ça,

c'est tout à fait connexe à ce que M. Cheminette disait. C'est une victoire culturelle. C'est une victoire du plan Marshall et des accords. Blomberg était la préface culturelle du plan Marshall. En 1945, il y a eu un sondage, le premier sondage IFOP sur 10 000 personnes. C'est très important, un sondage, ça commence à être fiable à plus de 1000, 2000, 20 000, c'est très fiable. Et ce sondage IFOP demandait qu'il était les vainqueurs de la guerre. Et en 1945, c'était très clair, les Français disaient, c'est 40 % des Américains, parce que c'est les Américains qui nous avaient libérés à côté de l'établissement, c'est 40 % les Russes et puis c'est 20 % les Anglais. C'était très injuste pour les Anglais pour plein de raisons, parce que si les Anglais n'avaient pas résisté en 1940, il n'y aurait pas eu de débarquement. Ça, c'est une autre histoire. Mais il y avait une vision relativement claire des choses. Alors les Américains étaient sans doute surévalués quant à leur rôle réel parce qu'ils avaient libéré la France. Mais on était dans une épure à peu près valide. Et puis on refait un sondage. Alors pas cette année, pour les 80 ans, je ne sais pas pourquoi, on en a parfait, mais on l'a fait pour les 70 ans en 2015. Et là, c'était stupéfiant. C'était 75 ou 80, 78 % des Américains et les pauvres Russes qui ont perdu 25 millions de citoyens, peut-être plus. Par

rapport à combien d'Américains

? Ah mais ça, je vous le dirai après pour la fin. Parce que si je pose la question ici du nombre d'Américains morts pour la libération de la France, je pense que personne n'est capable de me répondre. Et moi, j'ai découvert il y a peu de temps. C'est 140 000. Alors c'est 140 000 de trop. Mais quand vous les comparez à 25 millions de Russes, comme on dit, il n'y a pas de photo. Et néanmoins, aujourd'hui, tout le monde pense que... Enfin en France en tout cas, pas en Europe de l'Est, y compris parmi les anticommunistes d'Europe de l'Est, y compris quand on fait des sondages, même en Pologne, ils savent quand même que c'est les Russes, même s'ils les ont occupés. Après, pour eux, il n'y a pas de doute possible. Et bien en France, si. On pense que 80 % des Français pensent que les Américains ont contribué. Et on ne parle même plus des Anglais. Même plus. Donc voilà, c'est lié à cet impérialisme culturel qui commence, comme vous l'avez rappelé, très tôt et qui avait d'ailleurs des implications juridiques très précises. Puisque quand Bloom, le pauvre Bloom, revient des États-Unis, il y a ce vent d'avoir signé les accords avec Byrd, qui était le secrétaire d'État aux commerces. On traduit très vite les choses. En fait, il fallait importer, sans droit de douane, 7 films américains pour avoir le droit de projeter 3 films français. C'est 30, 70. C'est

hallucinant. Voilà, c'est

ça les accords Bloom-Byrd. Et ça a d'ailleurs eu un effet assez étonnant. C'est que ça a donné beaucoup de souffle au Parti communiste parce que ça a jeté dans les bras du Parti communiste des gens qui n'étaient pas du tout communistes, un type comme Jean Marey n'avait rien d'un communiste, etc. Mais il défilait avec les communistes pour défendre le cinéma français.

Merci pour ce rappel. Donc, il y a quand même très très injuste vis-à-vis des Russes actuelles. On

va conclure parce qu'il ne nous reste pas beaucoup de temps. Donc effectivement, notre rapprochement des États-Unis semble avoir scellé une espèce de haine vis-à-vis de la Russie, de la Chine, etc. Est-ce que vous pensez, Caroline, que de leur point de vue, du point de vue des Russes, des Chinois, il est encore possible en fait de refonder une diplomatie avec eux qui sont en demande ou est-ce que nos relations sont définitivement trop brouillées pour pouvoir envisager de faire une forme de paix ?

Bon, alors je ne vais pas parler à la place des Russes ou des Chinois. En demande, je ne suis pas sûre, en demande. En revanche, ce sont des pays pragmatiques.

Mais surtout la Russie, c'est un pays qui aime beaucoup la France. C'est un pays qui aime beaucoup

la France. C'est un pays qui, à vrai dire, n'en revient pas de ce qui est devenu l'incompréhension actuelle et le niveau, à vrai dire, quand même, de la classe politique française d'une manière générale, au-delà même du pouvoir, dans le spectre des grands partis. Donc les Russes, pour l'instant, je pense, sont quand même globalement dans une position très défiante. Ils ont quand même l'impression de s'être fait rouler dans la farine un certain nombre de fois. Et si on reprend la chronologie de ce conflit, c'est assez net. On a même un ancien président qui l'a dit. Bon, c'est clair. Bon, ça t'a bien. On pense sans doute que c'est des titres de gloire. Donc la réalité, c'est ça, c'est qu'il y a un niveau de défiance fort, mais que rien de leur point de vue n'est jamais impossible à réparer. Simplement, ça va prendre du temps, parce qu'il faut rétablir une confiance, il faut rétablir une crédibilité, il faut rétablir une possibilité de dialogue intelligent et de décision, surtout intelligente. Or, évidemment, on ne peut pas dire qu'on en prenne le chemin, là. Donc voilà. Quant aux Chinois, la Chine, c'est encore une autre affaire, parce que c'est une autre masse encore, peut-être moins importante territorialement, mais il y a une multitude, il y a quand même l'impératif de la gestion d'une multitude. Et deuxièmement, c'est le pire compétiteur, c'est le véritable équivalent. Et donc, il y a une grande puissance, une grande puissance américaine en termes de puissance globale. Et donc, les Chinois, je ne suis pas certaine, bien sûr, il y a une coagulation des intérêts, il y a une convergence très nette, très claire, forte, et qui s'exprime dans un commerce, dans des relations militaires, dans toutes sortes de choses entre la Russie et la Chine. Mais en même temps, il est certain, et certains Chinois le disent, que la Russie qui est « divertie » de rebalancer son influence côté asiatique par le conflit en Ukraine, ça n'a pas que des inconvénients non plus. En termes de puissance, de vision, réalise des masses et des équilibres. Donc bien sûr, ils sont alliés, ils sont clairement alliés, de plus en plus alliés. Et puis, alors là, avec ce que Trump a fait dans sa guerre douanière avec les Indiens, avec les Chinois, avec tout le monde, il s'est planté une grande largeur. Donc là maintenant, les Indiens ont été quand même assez solidement rattachés aux wagons des BRICS, autrement que simplement aux plans de... voilà, les puissances fondatrices, voilà. Mais je pense que les Chinois, ils ont une vision beaucoup plus commerciale de la puissance. Voilà, c'est pas du tout la même relation avec l'Europe. La Russie est une puissance eurasiatique. C'est comme ça. Il y a toute une partie de la Russie qui est européenne, qui est historiquement européenne. Et culturellement, il y a cette espèce de mélange qu'on comprend bien ou pas d'ailleurs, parce qu'ici en France on comprend pas grand chose, mais où il y a cette complexité, cette profondeur, ces méandres de l'âme russe, voilà. Et de la culture russe. Donc les Russes, je pense que... Et d'ailleurs, quand Vladimir Poutine était arrivé au pouvoir, 99, puis 2000, les premières années ont été des années, j'allais dire, d'ouverture de la Russie en tant que pouvoir politique vers non seulement l'Union européenne, mais vers l'OTAN. Oui, il voulait même faire partie de l'OTAN. Bon, c'est Georges Bouche Junior qui doit... au nez en lui disant... Il était pas forcément complètement en train de plaisanter. Et donc il y a eu toute une évolution parce que nous sommes partis, et surtout autour des années 2000 après l'opération de l'OTAN dans les Balkans, nous sommes partis là

véritablement dans une posture de plus en plus offensive, de plus en plus négative, de plus en plus hostile en fait. Hostile, plus qu 'offensive, mais hostile, et en tout cas dans la poursuite de l 'élargissement de l 'Alliance des clarinettes. Donc là on voit bien l 'évolution de la position russe et on voit bien que la nature européenne, si vous voulez, c 'est un des premiers textes que j 'ai écrit, moi je sais plus comment j 'avais, mais il y avait la notion de dépit amoureux et moi j 'en suis convaincue, c 'est à dire je pense vraiment que la Russie a cru pendant plusieurs années qu 'il y aurait une possibilité pour elle de se rapprocher, ça veut pas dire forcément de rentrer dans l 'OTAN ou dans l 'UE, mais d 'avoir véritablement une forme de compréhension de fond avec l 'ensemble européen. Je parle même pas des américains, avec l 'ensemble européen. Or elle a été, on l 'a renvoyé dans ses buts systématiquement. Oui, je sens. Oui, je voulais ajouter quelque chose mais

pour abonder dans votre sens. Le tournant c 'est une fois de plus Nicolas Sarkozy. Il faut rappeler que Chirac, en 2006, c 'est une chose très peu connue, ça a été rappelé au début de l 'affaire ukrainienne par Maurice Gourdeau -Montagne, qui est son conseiller diplomatique, et qui s 'est passé totalement sous silence et c 'est très important pour comprendre la logique de ce qui s 'est passé en Ukraine. Donc en 2006 -2007, les derniers mois de Chirac, c 'était avant Maïdan etc. mais enfin on sentait que les choses se tendaient en Ukraine et la France Chirac a proposé une solution qui était une double garantie sur l 'Ukraine dès lors que l 'Ukraine était neutralisée, neutralisée militairement, c 'est à dire qu 'elle n 'entrait dans aucune alliance. C 'était une double garantie de l 'Etat et de la Russie avec des observateurs de chaque côté. Les Russes ont accepté, les Américains ont refusé. Et quand l 'ambassadeur Gourdeau -Montagne a demandé la raison du refus, Condoleez -Araïs, qui était la secrétaire d 'État américaine, a répondu mais parce qu 'une telle solution qui certes maintiendrait la paix empêcherait toute adhésion ultérieure de l 'Ukraine à l 'OTAN. Donc ils ont signé leur crime en quelque sorte. Et là, toutes les conditions de l 'invasion de l 'Ukraine par Poutine étaient réunies. C

'est une provocation. C 'était net. J 'ajoute

que Madame Merkel a avoué il y a un an, deux ans, que la garantie donnée aux accords de mines, ce qui était évidemment illusoire, c 'était uniquement pour gagner du temps.

Confirmé par François Hollande dans le fameux appel téléphonique où il avait été piégé. Bon, écoutez, merci infiniment à tous pour ces interventions. On a merveilles de vous voir. On manque de temps, on a commencé plus tôt. Si vous souhaitez vous procurer les livres de nos intervenants, je vous rappelle que vous pouvez vous les procurer en fond de salle. Donc vous pourrez prendre le livre de Madame Galactero. S 'il lui en reste encore, parce qu 'elle est victime de son succès, l 'Ami américain également et le nouveau livre de Monsieur Cheminade. Comme je le disais à la première. Merci beaucoup à tous, merci.